

# FINANCES

## ASSEMBLEE ANNUELLE DES ACTIONNAIRES DE LA BANQUE D'HOHELAGA,

La quarante-cinquième assemblée annuelle des actionnaires de la Banque d'Hochelaga a eu lieu le 15 courant et nos lecteurs trouveront dans une autre page le bilan de la banque et le rapport présenté aux actionnaires.

La banque a réalisé des progrès considérables dans le cours de l'année écoulée. Les dépôts ont augmenté dans le cours de l'année de \$10,886,000 — et s'élèvent au total de \$50,475,000; l'actif liquidé se chiffre à \$13,271,097; l'actif immédiatement réalisable s'élève au total imposant de \$33,907,261; soit une augmentation de \$5,721,699, dans le cours de l'année, cet actif immédiatement réalisable représente 53½% du montant total dû au public, sans tenir compte de \$2,414,032, représentant des prêts à courts termes à des corporations municipales et scolaires; l'actif total de la banque qui s'élevait à \$31,895,000 en 1913; à \$56,986,000 en 1918, se chiffre à \$71,517,806, soit une augmentation de \$14,531,811 dans le cours de l'année.

Dans le cours de 1919 la banque a ouvert 31 succursales distribuées dans les provinces de Québec, Ontario, Manitoba, Alberta et Saskatchewan.

Les Directeurs de la banque ont décidé d'augmenter le dividende de 1½, portant celui-ci à 10 p.c.

Les anciens Directeurs de la banque ont été réélus et le conseil d'administration se compose de Messieurs J. A. Vaillancourt, président; Hon. F. L. Béique, vice-président; Hon. J. M. Wilson, A. Turcotte, E. H. Lemay, A. A. Larocque et E. W. Bonner.

## LA NECESSITE D'ENCOURAGER LES MARCHES LOCAUX

Les producteurs, les marchands de gros, les détaillants et le public en général devraient s'unir dans un effort commun pour le développement du marché domestique et l'achat de produits faits au Canada. L'escompte de l'argent canadien aux Etats-Unis est une manifestation évidente des conditions précaires financières et nationales auxquelles il doit être porté remède si l'on veut que le dollar canadien retrouve sa valeur et que le pays continue à jouir de sa prospérité. La vérité est que le Canada vit sur des emprunts et qu'il hypothèque plus ou moins l'avenir pour le présent avant que les présentes conditions économiques puissent être rectifiées, il faudra qu'il y ait de sévères restrictions des dépenses nationales et individuelles et une diminution immédiate des importations. Pen-

dant l'année finissant le 31 octobre 1919, la balance du commerce avec les Etats-Unis dans la moyenne, fut en défaveur du Canada par plus de \$22,000,000 par mois les chiffres totaux se lisant comme suit. Importations \$714,274,832; exportations, \$439,341,339, soit un surplus des importations sur les exportations de \$274,933,493.

Si pareille condition persiste l'escompte sur l'argent canadien restera à son taux élevé et montrera même peut-être encore. Il faut se rappeler qu'à cette saison de l'année, avec le mouvement de la récolte canadienne le change, est ordinairement le plus favorable au Canada. Au lieu de cela, le taux a décliné continuellement et il est certain que la normale ne peut être rétablie par le simple envoi de \$20,000,000 en or aux Etats-Unis. Dans les cercles financiers de Montréal on ne cache pas la crainte de voir monter le taux du change jusqu'à 25 pour cent si des mesures ne sont pas prises pour enrayer ce mouvement.

Discutant de la situation, la Canadian Reconstruction Association a soumis récemment une liste de dix commandements du commerce destinées à rétablir une condition économique prospère.

En résumé, ces commandements font appel à l'épargne nationale, à l'appui du public pour le marché domestique par l'achat de marchandises faites au Canada, au développement du commerce d'exportation, à la détermination scientifique et à l'utilisation de nos ressources naturelles et à la production maximum tant aux champs qu'à l'usine. Il y a eu déjà une baisse notoire du volume de guerre du commerce d'exportation. A moins que le marché domestique puisse être entretenu et développé par des entreprises industrielles canadiennes, l'activité ne peut être maintenue. Toute dépression dans les centres industriels se reflète dans les localités agricoles, et les fermiers, les patrons et ouvriers souffrent inévitablement de la continuation des pratiques anti-économiques actuelles. Il y a une obligation nationale pour tous les Canadiens d'acheter des marchandises canadiennes et de retenir au Canada l'argent canadien. Les autres pays protègent leur marché domestique et établissent des industries nationales. La nécessité d'un stimulant semblable du marché domestique au Canada est reconnue maintenant par le gouvernement fédéral et est invoquée depuis longtemps par la Canadian Reconstruction Association et autres corps publics.

Lire dans les pages précédentes l'intéressant rapport de la Banque de Commerce.